



Bibl. cant. US Kantonsbibl.



1010040392

PA 669



Bulletin officiel

du Canton du Valais

Amts-Blatt

des Kantons Wallis



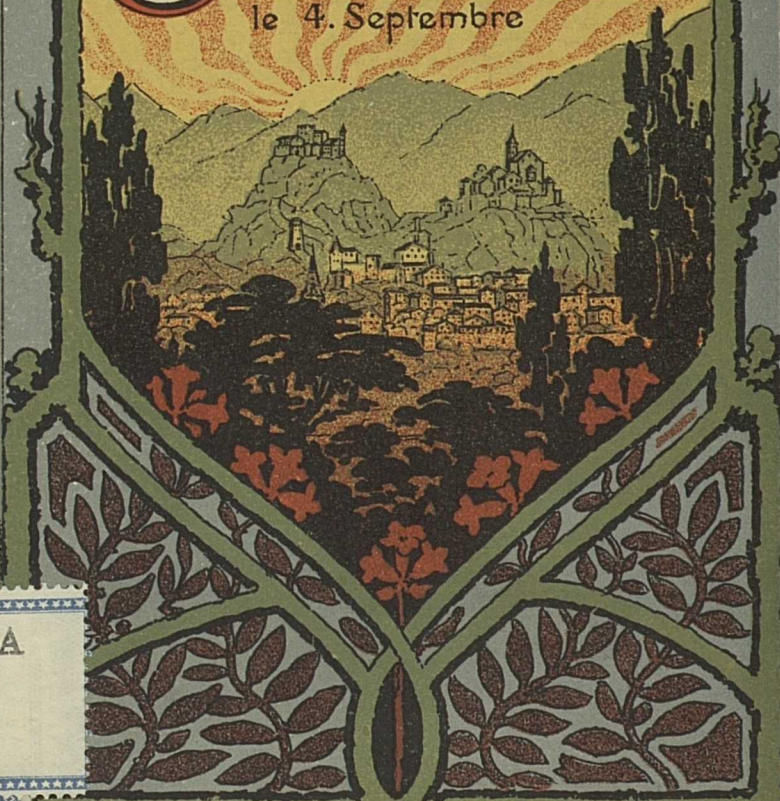
1803



1903

**Centenaire**

le 4. Septembre



PA

Ad. Bauer, del.

PA 669



1369





# CENTENAIRE

DE LA

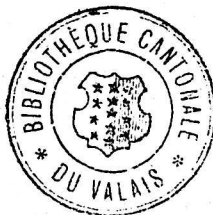
## Fondation

DU

# BULLETIN OFFICIEL

4 Septembre 1803.

4 Septembre 1903.



PA 669



N.º 1.

---

# BULLETIN OFFICIEL.

---

Dimanche le 4. Septembre 1803.  
Sion au Bureau d'Avis.

---

## *Prix des Denrées.*

	Batz.	
Froment . . . .	60	La miche de pain
Seigle . . . . .	34	blanc doit peser
Orge . . . . .	25	onces . . . 9, 1/2
Bled de Turquie	36	De pain seigle . . 26

## *Vianes fraîches.*

	Xr.		Xr.
Beure frais Livre	18	La Livre de Bœuf	
Fromage maigre	12	poid de marc . .	8
Fromage gras . .	16	Veau . . . .	8
		Mouton . . . .	8

---

A S I O N,  
Chez Antoine Advocat, imprim. de LL.EE.

# Bulletin officiel

du Canton du Valais



# Amts-Blatt

des Kantons Wallis

## Prix d'abonnement:

Par an: fr. 4.—. Par 6 m.: fr. 2.50

Prix des annonces: Valais, Cant.

3 ligg. et au-dessous: 60 ct. 90 ct.

Chaque ligne en sus

ou son espace: 20 ct. 25 ct.

Insertions dans la partie  
officielle:

3 lignes et au-dessous: 50 ct.

Chaque ligne en plus: 15 ct.

Ne sont insérés gratuitement

que: 1. Les avis émanant de

l'Etat; 2. Ceux des Chambres

pupillaires concernant les nomi-

nations des tuteurs, curateurs

et conseils judiciaires dans le

sens de l'art. 325 du C. c.; 3.

Les actes et relevés de carence;

4. Les jugements correction-

nels et criminels.

Abonnementspreis: Fr. 4.— jährlich

Fr. 2.50 halbjä.

Preis der Anzeigen: Wallis Kantone

3 Zeilen und weniger: 60 Rp. 90 Rp.

Jede Zeile mehr oder

deren Raum: 20 Rp 25 Rp.

Preis der Insertionen:

Im amtlichen Theil je 3 Zeilen oder

weniger . . . . . 50 Rp.

Jede Zeile mehr . . . . . 15 Rp.

Unentgeltlich eingebracht werden nur:

1. Die staatsrätlichen Anzeigen. 2.

Jene der Waissenämter über Ernennung

von Vormündern, Kuratoren und

gerichtlichen Beiständen im Sinne des

Artikels 325 des bürgerlichen Gesetzbuches. 3. Die Karenzakte und die

Widerrufung derselben. 4. Die Kor-

rektions- und Kriminalurtheile.

## Actes législatifs et administratifs.

Gesetzgeberische und administrative Bekanntmachungen.

## CENTENAIRE

de la fondation du „Bulletin officiel“

4 Septembre 1803.

4 Septembre 1903.

Avec le numéro de ce jour, le „Bulletin officiel“ de notre canton entre dans la centième année de son existence.

A cette occasion, nous sommes heureux d'annoncer à nos lecteurs qu'avec le concours de l'Etat et grâce à l'obligeance de M. Gustave Oggier, archiviste, nous pourrions leur offrir un supplément, qui relate les phases diverses vécues par le „Bulletin officiel“ depuis cent ans et ses transformations successives.

Ce supplément absolument gratuit paraîtra en français et en allemand et sera joint à un très prochain numéro.

L'Administration.

## Hundertjahr-Feier

der

Gründung des Amtsblattes

4. September 1803 — 4. September 1903

Mit der Nummer des heutigen Tages hat das „Amtsblatt“ unseres Kantons, seit seiner Gründung, das hundertste Jahr vollendet.



# CENTENAIRE

## DE LA

# Fondation du BULLETIN OFFICIEL

4 Septembre 1803.

4 Septembre 1903.



AVEC l'année 1903, le **Bulletin officiel**, dont le premier numéro, parut le 4 Septembre 1803, fête le centenaire de son existence. Pendant cent ans — avec une interruption de quelques années due à des circonstances de force majeure — il a pris plus ou moins régulièrement chaque semaine son chemin dans les bourgs, villages et hameaux de notre patrie pour y apporter tantôt des nouvelles d'un intérêt général, tantôt des communications d'une portée locale ou particulière, des annonces de désastre et des nouvelles heureuses. Il a assisté au développement de notre République indépendante et aux grands événements européens du commencement du siècle passé. Il a été témoin de l'allégresse du peuple valaisan lors de notre réunion à la Confédération. Il a aussi été spectateur de nos dissensions intérieures, de nos luttes politiques et de nos guerres civiles. Il a vu enfin le rétablissement de la paix et de l'ordre, l'installation des gouvernements stables et de là, le développement lent, mais progressif de notre canton.

Ce messager fidèle de cent ans mérite bien que nous lui consacrons quelques lignes ; que nous recherchions son origine ; que nous nous reportions à son berceau et que nous le suivions à travers les péripéties de son existence jusqu'à nos jours.

Dans la séance du Conseil d'Etat du 19 juillet 1803, le Grand Baillif présenta une lettre du vice-grand châtelain de Sion, M. de Riedmatten, par laquelle ce dernier proposait l'édition d'une feuille d'avis, si le Conseil d'Etat voulait y contribuer. Ses prétentions étaient bien modestes. Il déclarait au Conseil d'Etat que 200 souscripteurs lui suffiraient et que dans le cas où il les trouverait il ne demanderait, rien à l'Etat ; ou bien que le Conseil d'Etat lui passât dix louis par an et alors il s'en chargerait lui-même sans autre et s'engagerait à y insérer les arrêtés et autres avis que le Conseil d'Etat jugerait à



d'abonnement ou d'insertion, soit sur le programme de l'éditeur. Il attendait, sans doute, la décision de la Diète avant de s'engager définitivement dans cette entreprise hasardée. La Diète aussi se montra favorable. Par la loi du 19 novembre 1803, elle ordonna, que toutes les publications : 1. concernant les faillites et distributions judiciaires; 2. concernant les barres pour libération d'hypothèque sur les fonds achetés ou hérités; 3. enfin toutes publications péremptoires portant mise en possession de biens meubles ou immeubles et forclusion perpétuelle, seraient insérées dans le **Bulletin officiel** à peine de nullité. Les insertions seraient faites d'après des actes authentiques délivrés par les greffiers à la demande de la partie instante <sup>1)</sup>.

Dans son message accompagnant le projet de loi, le Conseil d'Etat fait ressortir l'insuffisance des publications dans les trois paroisses voisines ordonnées par les Statuts. Beaucoup de capitalistes, dit-il, se sont vus dépouillés de leurs hypothèques, ont perdu leurs droits dans des distributions faute d'avoir eu connaissance de ces citations péremptoires; les étrangers surtout sont exposés à éprouver des préjudices extraordinaires par des forclusions qu'ils n'ont pas été à portée de prévoir et d'empêcher. Il considère le **Bulletin officiel** comme un objet d'utilité publique.

Dans le numéro du 1<sup>er</sup> janvier 1804, l'éditeur se présente à ses lecteurs. Il leur dit, tout d'abord, de faire connaître au bureau d'avis leur intention de continuer ou de cesser l'abonnement, en les informant que ce dernier est de 36 batz par an. Il rappelle les différentes publications qui doivent être insérées dans le *Bulletin*, en conformité de la loi précitée, et il continue: « Nonobstant ce grand encouragement, l'éditeur se fera un devoir de rendre cette feuille intéressante, par les annonces d'ouvrages nouveaux de littérature et des découvertes utiles ou surprenantes dans les arts et les sciences qu'il va recueillir dans les feuilles étrangères qu'il s'est procurées. Les objets d'agriculture et d'économie rustique seront ceux sur lesquels il dirigera ses recherches les plus soigneuses dans les recueils étrangers, et il s'estimera heureux si, en levant un tribut sur les travaux et la veille de tous les savants de l'Europe, il parvenait à propager dans son pays naguère si fortuné, quelque pratique bienfaisante à l'humanité et quelque découverte qui en diminuât les durs travaux ou qui les utilisera davantage.

On ne négligera rien pour y faire connaître tous les arrêtés du Conseil d'Etat en exécution des lois, et, en général tout ce qui peut rendre les volumes de cette feuille un recueil complet des délibérations de la Diète et des opérations du Gouvernement. »

---

(1) Recueil des lois, vol. 1.



Il n'est peut-être pas inutile de rappeler ici que dans ce temps le Valais ne possédait aucun journal et que les journaux étrangers n'y trouvaient leur chemin que très difficilement. L'intention de l'éditeur du *Bulletin* était donc de combler, dans la mesure du possible cette lacune, par la publication d'une feuille périodique qui, outre les insertions officielles, devait contenir les grandes nouvelles du jour, les événements mémorables, des informations concernant l'agriculture et l'économie rurale, des annonces d'un caractère privé, etc. Il espérait, comme il l'a dit, trouver ces différentes indications dans les journaux étrangers auxquels il s'était abonné dans ce but. Mais déjà à la fin de la même année, il se plaint que la stérilité de ces ouvrages a trompé son attente et il n'ose promettre que de nouvelles démarches à cet égard aient un meilleur succès pour l'année suivante. Cependant, dit-il, ses soins assidus et le temps ne peuvent manquer d'opérer quelques améliorations, si ses concitoyens persistent à l'encourager par la continuation de leurs abonnements.

Pour nous rendre compte de la manière dont l'éditeur put tenir sa promesse, jetons un coup d'œil sur ce qu'il a publié dans les sept premières années. La tâche nous est facilitée par la table sommaire des matières. Nous constatons d'abord que les Lois et Arrêtés de la Diète et du Conseil d'Etat y sont reproduits régulièrement et que les autres publications officielles occupent une grande partie de la feuille. Nous y trouvons en outre bon nombre d'articles qui ont trait à l'agriculture, à l'hygiène et à l'économie domestique. Nous relevons principalement des conseils sur l'amélioration du sol; sur la plantation des arbres fruitiers; sur le traitement des vins; sur les maladies des blés et des vignes et sur l'élevage et les maladies du bétail. Les ménagères de ce temps ont pu y trouver des renseignements pour faire une bonne lessive et à bon marché, et pour dégraisser les différentes étoffes, ainsi que des remèdes pour détruire de petits animaux par trop domestiques et pour désinfecter les habitations. Le *Bulletin* leur a aussi fourni de nombreuses recettes contre les différentes maladies, notamment contre les maux de dents, le rhumatisme chronique, l'asthme, la coqueluche, etc. Ces quelques citations suffisent pour nous donner une idée des intentions bien comprises de l'éditeur pour être utile à ses lecteurs.

Si nous examinons ensuite le *Bulletin* comme *Journal*, c'est-à-dire comme feuille relatant les nouvelles du jour, l'historien et le curieux y puiseront des renseignements très variés. L'éditeur leur donne les discours d'ouverture et de clôture des Diètes; les comptes-rendus des fêtes données en Valais et principa-

lement à Sion à l'occasion du couronnement de l'empereur Napoléon, de la réception solennelle de son chargé d'affaires auprès de notre République. Il reproduit les bulletins de guerre en félicitant l'armée française et son chef, de leurs victoires. Il nous apprend aussi les désastres survenus en Valais : les avalanches, les incendies, les inondations et les tremblements de terre. Il nous dit encore qu'en ce temps là, le district de Martigny était sérieusement alarmé à cause de la quantité et la familiarité des loups. C'est aussi par lui que nous savons que le 9 octobre 1805, l'ambassadeur de France, M. Eschassériaux et le grand baillif Augustini ont été les premiers à faire le trajet de Brigue à Domo en carrosse par la nouvelle route du Simplon.

Nous passons sous silence bien des renseignements curieux et des nouvelles intéressantes qui sont contenus dans notre feuille d'avis. Qu'il nous soit permis de noter en terminant que le *Bulletin* avait pour mission de porter à la connaissance de ses lecteurs la nouvelle pressentie, mais inavouée, depuis quelque temps, de notre incorporation à l'empire français sous le nom de « Département du Simplon ». Sans enthousiasme, sans commentaire, il publie les proclamations annonçant au peuple valaisan la prise de possession de notre chère patrie par le général Berthier au nom de S. M. l'empereur des Français et roi d'Italie.

Mais ce fut pour ainsi dire aussi son arrêt de mort. Son titre supplémentaire de « Empire français — Département du Simplon » ne lui servit qu'à prolonger de quelques mois son existence. Avec le Nro 16 du 28 avril 1811 il cessa de vivre pour faire place au « Mémorial administratif de la prélecture du Département du Simplon », dont le premier numéro date du 1<sup>er</sup> mai de la même année. Nous ne suivrons pas cette publication, bien intéressante aussi pour l'époque, mais d'une existence éphémère.

Avant de saluer sa résurrection, il nous reste à examiner le *Bulletin* comme il se présente dans son ensemble : son format, son contenu, la disposition des matières, etc. Et, à ce point de vue, il n'y a guère lieu de décerner des éloges ni à l'éditeur ni à l'imprimeur. Le nombre de pages de chaque numéro était ordinairement de huit ; mais quand les matières n'étaient pas assez abondantes, on n'en imprimait que six et même quatre. Où l'éditeur et l'imprimeur étaient le plus réguliers, c'était dans le jour de la publication, lequel était toujours le dimanche. L'éditeur n'avait pas de cahier de charges bien déterminé, il pouvait agir suivant son bon plaisir. S'il a profité bien souvent de cette latitude, le Conseil d'Etat, de son côté, ne se hâtait pas de payer l'indemnité qu'il lui avait promise. Car ce n'est qu'en 1806 que l'éditeur a pu la toucher pour les

années précédentes, à savoir 48 francs pour la première année et 224 pour les deux années suivantes. A partir de 1806, l'indemnité est réduite à 96 fr. y compris les 12 numéros gratuits pour les grands-châtelains.

L'impression sur un papier grossier n'est pas soignée et ne peut pas être comparée avec celle des publications similaires de l'époque. Le texte, en outre, fourmille de fautes typographiques. La disposition des matières est plus que primitive. Les lois, les publications officielles, les annonces privées, les signalements et les autres articles se suivent sans ordre et sans distinction ; tout est pêle-mêle, à peine se trouve-t-il quelques filets pour séparer les diverses publications. Ce que nous trouvons invariablement à la même place ; c'est-à-dire à la fin de chaque numéro, c'est le prix des denrées du marché de Sion.

Le *Bulletin* était, comme de juste, publié en français et en allemand. Mais en 1804, l'éditeur reçut des réclamations de quelques abonnés se plaignant d'y trouver quelquefois des articles en allemand. Il leur fut répondu que le nombre des abonnés ne permettait pas de faire les frais de deux éditions et que les dizains allemands fournissant un certain contingent d'abonnés, il était équitable d'insérer leurs annonces dans leur langue. La question était ainsi tranchée, cependant l'éditeur trouva néanmoins moyen de les satisfaire, en partie du moins, en donnant une traduction résumée des insertions allemandes ordonnées par la loi du 19 novembre 1803.

Encore un mot sur les annonces-réclames. Elles sont peu nombreuses et restent presque inaperçues parce qu'elles sont noyées dans le texte même de la feuille et ne ressortent ni par leurs caractères ni par d'autres signes distinctifs. Assez souvent toutefois, nous rencontrons un chapitre spécial pour les objets trouvés, perdus ou volés, ou pour nous servir de l'expression propre du *Bulletin* « enlevés ». Ajoutons à cela quelques annonces de loterie, quelques avis de ventes, quelques réclames pour des maisons d'éducation, et nous aurons à peu près signalé tout ce qui a été fait dans cette partie.

\* \* \*

La domination française en Valais fut de courte durée. Déjà au mois de novembre 1813, les autorités françaises s'enfuirent à l'approche des troupes autrichiennes entrées par le Simplon. Le Valais se reconstitua et entra dans la Confédération comme Canton. Avec le nouveau régime, notre **Bulletin officiel** réapparaît. Malheureusement, nous ne pouvons pas dire qu'un phénix s'est relevé de ses cendres. Mais n'anticipons pas.



Sur une invitation de la Diète, le Conseil d'Etat, dans sa séance du 10 janvier 1816, s'occupa de nouveau de l'édition du **Bulletin officiel** et prit les décisions suivantes. Les publications exigées par la loi du 19 novembre 1803 doivent être insérées gratis à l'avenir. Il est payé pour chaque insertion libre au-dessous de quatre lignes une finance de deux batz et de  $\frac{1}{2}$  batz pour chaque ligne en sus. De plus, il sera envoyé un exemplaire gratuit au Conseil d'Etat, un à chaque membre du dit Conseil, un à Mgr l'Evêque, un à chaque Président et Grand Châtelain de Dizain. L'Etat donnera une indemnité de 200 fr. par an à charge pour l'éditeur <sup>1)</sup> de fournir les signalements, dont l'impression est exigée, en nombre suffisant pour les communes, pour les pays voisins et pour la gendarmerie. L'abonnement était fixé à 30 batz par an. La feuille contiendra 8 pages par semaine avec une feuille supplémentaire si l'abondance des matières l'exige. Elle publiera régulièrement le prix des denrées au marché de Sion et les articles que le Conseil d'Etat trouvera nécessaire d'y faire insérer <sup>2)</sup>.

Le *Bulletin* avait déjà devancé la décision du Conseil d'Etat, car le 10 janvier paraissait le second numéro. L'éditeur responsable était encore M. Janvier de Riedmatten et l'imprimeur Antoine Advocat <sup>3)</sup>.

Par sa décision du 10 janvier, le Conseil d'Etat fixa les conditions pour l'édition du *Bulletin* en ce qui concerne la partie officielle en laissant à l'éditeur une liberté complète pour la partie payante, tout en fixant le prix d'abonnement et d'insertion.

En augmentant le subside pour la feuille officielle, le Conseil d'Etat aurait pu être plus exigeant vis-à-vis de l'éditeur et exercer un contrôle plus sévère. Il aurait pu, nous semble-t-il, demander une rédaction et une impression plus soignées et une expédition plus régulière. Tel ne fut pas le cas. Il se contentait de s'assurer de la publication plus ou moins régulière des lois et arrêtés et des autres actes officiels et malgré l'abondance des matières, les suppléments sont aussi rares qu'un merle blanc. Pour la suite, on est toujours renvoyé « à l'ordinaire prochain ». Alors les fautes typographiques étaient légion et l'impression très négligée. Le jour de la publication est d'ordinaire le samedi; cela n'empêchait pas l'éditeur de choisir un autre jour, de sorte que nous y trouvons pour ainsi dire tous les jours de la semaine. Le format et le titre étaient restés les mêmes que précédemment.

---

(1) Protocole du Conseil d'Etat.

(2) Protocole du Conseil d'Etat.

(3) Le père, l'ancien imprimeur, est mort le 11 avril 1815

Les autres observations générales que nous avons faites sur la première période du *Bulletin* sont aussi applicables à celle-ci jusqu'en 1828. Nous nous y référons en constatant, toutefois une augmentation des publications officielles et une diminution proportionnelle des insertions libres et payantes.

\* \* \*

Le premier juillet 1825 entra en vigueur notre premier Code de procédure civile <sup>1)</sup> lequel, au titre 37, indique les actes judiciaires qui doivent être insérés au **Bulletin officiel** sous peine de nullité. Il prescrit la forme et le terme d'insertion de chaque acte et appelle en garantie l'éditeur pour les dommages-intérêts causés par le retard de la publication <sup>2)</sup>.

Les irrégularités signalées plus haut dans l'expédition de la feuille ne tardèrent pas à produire leur effet. Bien des réclamations furent faites pour des publications tardives qui durent être reprises une seconde fois. Mais faute de contrôle, on ne savait pas à qui en incombait la responsabilité, à l'éditeur, à l'imprimeur ou aux parties intéressées. Pour remédier à cet état de choses, la Diète porta le décret du 3 décembre 1828 « concernant le **Bulletin officiel** et les actes judiciaires qui doivent y être insérés. » En voici les principales dispositions.

A l'avenir, le *Bulletin* paraîtra régulièrement le vendredi de chaque semaine. Il sera expédié le même jour par la poste à midi pour le Haut-Valais et dans la nuit pour le Bas. L'édition devra être terminée et remise à l'éditeur par l'imprimeur le dit jour avant dix heures du matin. Il devra contenir tous les actes officiels ou non, parvenus à l'éditeur par le courrier du mardi ou par toute autre voie. Il sera imprimé et expédié lors même qu'il n'y aurait qu'un acte à insérer. Si les actes entraînant la nullité arrivent après la composition du *Bulletin* et qu'ils ne puissent plus y être admis, les parties intéressées auront le droit de demander un supplément si cela est encore possible, ou une édition extraordinaire qui partira par le courrier prochain. Dans les deux cas, les frais sont à la charge de la partie requérante.

Si, jusqu'alors le contrôle pour la remise des pièces faisait défaut, il est maintenant sévère et même méticuleux. Ainsi l'éditeur devra donner un reçu pour chaque acte qu'il reçoit en main propre, il délivrera un reçu détaillé de toutes les lettres que le directeur des postes lui fait remettre et qui portent l'adresse: « à l'éditeur du **Bulletin officiel** »; en outre il sera tenu, sur demande, de donner un reçu particulier pour les actes qu'il a reçus par cette voie. L'éditeur de son côté

---

(1) Code de procédure civile de la République et Canton du Valais.

(2) L. c. art. 485-488.

tiendra un registre sur lequel les actes qui lui seront parvenus devront être inscrits jour par jour et sans lacune, en indiquant sommairement la nature de l'acte, la date, le nom de la partie instante et le nom du juge. Ce registre devra toujours être conforme aux reçus et à défaut de reçu il fera foi. Ceci concerne les rapports entre l'éditeur, la poste et les particuliers.

Vis-à-vis de l'imprimeur, l'éditeur était tenu de dresser une liste renfermant les mêmes mentions de chaque livraison des actes insérés au *Bulletin*. L'imprimeur accuse réception au bas de chaque liste. L'imprimeur aussi peut demander de l'éditeur un reçu indiquant l'heure de la remise des épreuves et des tirages. L'heure de la remise des épreuves sera fixée par le Conseil d'Etat. Il est défendu à l'imprimeur d'insérer dans la feuille aucun acte qui ne lui aurait pas été remis par l'éditeur ou par le Gouvernement. Il est personnellement responsable envers les intéressés du retard par sa faute dans l'expédition du *Bulletin*, au jour fixé. En outre, il payera une amende de 8 fr. à la caisse publique et le double en cas de récidive. S'il retombe une troisième fois dans la même faute, le Conseil d'Etat peut lui retirer la concession.

L'éditeur doit examiner tous les actes qui lui sont remis et y faire les corrections grammaticales qui n'altèrent ni le sens ni la forme même de la rédaction. S'il s'en trouve qui lui paraissent ne devoir pas être imprimés comme étant trop vieux ou trop incorrects quant à la langue et au style judiciaire, il les soumettra au Conseil d'Etat qui décidera s'il y a lieu de les rejeter aux risques des parties.

A ce sujet, la Diète formula deux postulats. Elle invita le Conseil d'Etat à exiger de l'éditeur la connaissance des langues française et allemande et du style judiciaire ou du moins qu'il s'adjoigne à ses frais un collaborateur ayant ces connaissances. Quant aux actes trop vieux ou trop incorrects, le Conseil d'Etat prendra les mesures les plus promptes et les plus sûres pour avertir les intéressés dont il n'aurait pas jugé convenable d'autoriser la publication de leurs actes <sup>1)</sup>.

Indépendamment des actes judiciaires et publications proclamatoires, l'éditeur sera tenu d'insérer au **Bulletin officiel** toutes les pièces que le Conseil d'Etat jugera à propos de publier par cette voie. Il ne pourra en différer l'insertion ni partager les pièces lorsqu'elles pourront entrer dans la feuille du *Bulletin* ou lorsqu'elles ne demanderont pas un supplément de quatre pages d'impression.

---

(1) Protocole de la Diète.



Nous voyons par ce décret que les autorités reconnaissaient toujours plus l'importance du *Bulletin* et la nécessité d'assurer sa publication régulière. Mais la chose principale dès maintenant n'était plus la publication des lois et arrêtés, comme c'était le cas à l'origine. La feuille officielle ne devait plus être un recueil de lois; elle était destinée, en premier lieu, à sauvegarder les intérêts des particuliers. C'est pourquoi nous trouvons dans la suite très peu de lois publiées, bien moins encore que dans les années que nous avons signalées plus haut. Les insertions payantes disparaissent presque complètement.

Il a déjà été dit au début de cette notice qu'en 1827, on supprima dans le titre les mots « et feuille d'avis » pour ne conserver que l'appellation de **Bulletin officiel**. Le format réduit resta encore quelques années le même; pas d'amélioration dans la rédaction et dans l'impression, sauf que les différentes insertions sont légèrement espacées et séparées par un filet, ce qui leur donne un aspect plus net.

\* \* \*

A partir de l'année 1838, le *Bulletin* a de nouveau fait un pas en avant: il change de titre, agrandit son format, fournit un meilleur papier et s'imprime plus proprement et plus correctement. Que de changements à la fois! On croirait presque à un miracle. Mais il n'en est rien, et cette transformation s'explique très naturellement. Nous ne saurions mieux le faire qu'en reproduisant les passages du protocole de la Diète de novembre 1837 qui ont trait au **Bulletin officiel**.

L'éditeur s'est plaint au Conseil d'Etat que le subside qu'il reçoit de la caisse d'Etat n'était plus en rapport avec le travail qui lui est imposé et qui s'est considérablement accru dès 1828. Il sollicite en conséquence des conditions plus favorables. Il n'a, dit-il, pour s'indemniser qu'une recette de fr. 580 qui se compose de 100 abonnés à 3 fr. et de fr. 280 fournis par la caisse d'Etat. Il désirerait voir élever la subvention à fr. 400 et les abonnements reportés à 4 fr.

La publication du *Bulletin*, dit le Conseil d'Etat dans son message adressé à la Diète sous date du 15 décembre 1837, est tellement liée à notre législation actuelle qu'il est du devoir de l'administration de lui accorder quelque soutien. — Son existence régulière intéresse toutes les classes de la société, les fortunes des particuliers y trouvent des garanties et le public en général des avis utiles à la gestion de ses affaires. L'on ne peut, d'un autre côté, se dissimuler que les mandats proclamatoires se multiplient à mesure que la confiance publique se restreint et viennent remplir les colonnes du *Bulletin*.

Il estime, en conséquence, qu'il y aurait lieu d'accorder à l'éditeur quelques encouragements pour soutenir et continuer son entreprise. En compensation des avantages qu'il sollicite, l'éditeur promet un service plus régulier, une place pour les lois et un plus beau papier. Cette dernière amélioration est depuis longtemps réclamée et le Conseil d'Etat croit devoir en faire une condition expresse. Le format actuel lui paraît de même mesquin; le Conseil d'Etat voudrait aussi obliger l'éditeur à se servir du format in-8<sup>o</sup> généralement adopté pour les publications de ce genre. Les mercuriales des marchés de Sion étant souvent prises pour base dans différentes parties du Canton, il serait avantageux au public que le prix des denrées fût toujours exactement indiqué.

Il est aussi convenable d'assurer à la bibliothèque de l'Etat la collection du *Bulletin*; à cet effet, l'éditeur serait astreint à remettre au Conseil d'Etat un exemplaire, proprement relié, des numéros de l'année. En vue de ces améliorations, le Conseil d'Etat est d'avis d'accéder à la demande de l'éditeur.

La commission à laquelle cette proposition a été renvoyée, ne trouve que trop fondés les reproches dont l'édition du *Bulletin* est l'objet. L'impression fourmille de fautes et au lieu d'être améliorée, la rédaction est souvent viciée.

La commission trouvant avantageuses les améliorations proposées par le Conseil d'Etat, y donne son assentiment, mais elle ne voudrait augmenter le subside de l'Etat que de fr. 70 et maintenir le taux actuel de l'abonnement, estimant que si l'éditeur satisfait le public, l'augmentation d'abonnements qui en résultera, le dédommagera plus que l'élévation du prix qui éloignerait un certain nombre d'abonnés.

La discussion ayant été ouverte, plusieurs honorables membres ont déclaré ne pas regretter l'élévation du subside de l'Etat à fr. 400, si les obligations anciennes qui incombent à l'éditeur et les nouvelles qui lui sont imposées sont exactement remplies, mais pour stimuler son zèle, ils croient que l'augmentation devrait être limitée à deux ans, sauf à la prolonger si le public se trouve satisfait. Ils mettent un intérêt spécial à ce que les lois soient insérées au *Bulletin* au fur et à mesure qu'elles sont sanctionnées, ainsi que les arrêtés du Conseil d'Etat, ils prient ce dernier de vouloir bien faire insérer au plus vite celles des lois récentes qui ne l'ont pas encore été.

Quant au taux de l'abonnement, il paraît généralement en rapport avec le mérite de l'ouvrage et il importe d'ailleurs de faciliter autant que possible l'abonnement à une feuille de ce genre.

La Haute Diète accorde pour les années 1838 et 1839 le subside de fr. 400 aux conditions et réserves indiquées dans le message, mais elle ne consent pas à l'augmentation du prix d'abonnement.

C'est donc la Diète cantonale qui voulu et ordonna ces changements. Ils furent introduits dans le *Bulletin* en 1838. Il portait désormais le titre de **Bulletin officiel** du Canton du Valais <sup>1)</sup>. Le format est l'in-8<sup>o</sup> ordinaire comme c'est le cas encore aujourd'hui. L'éditeur et l'imprimeur se sont donné de la peine pour remplir dans la mesure du possible les engagements contractés et pour éviter les plaintes auxquelles ils étaient exposés jusqu'alors.

Mais ni l'éditeur ni l'imprimeur ne devaient essuyer longtemps ces reproches, ni jouir des avantages que la Diète leur avait accordés. Jusqu'en 1838 M. Advocat était seul imprimeur à Sion, il était donc l'imprimeur incontesté du *Bulletin* et pouvait à juste titre s'appeler « imprimeur du Gouvernement ». Cependant la concurrence commençait, d'autres imprimeries furent créées et en 1839, déjà nous n'en comptons pas moins de quatre. C'est en partie pour cette raison, que pendant un certain temps les imprimeurs du *Bulletin* changent et se supplantent continuellement. D'un autre côté, les luttes politiques de cette époque n'étaient pas sans influence sur ces changements. Les gouvernements se succédaient et chacun cherchait à favoriser ses partisans.

Au commencement de 1839, M. Advocat avait comme successeur pour l'impression du *Bulletin*, M. Calpini-Albertazzi, imprimeur-libraire, lequel à son tour dut céder la place aux imprimeurs Schmid et Murmann, à la fin de septembre de la même année. Ces derniers ne gardèrent le *Bulletin* que jusqu'à la fin de 1840.

Notons en passant une petite particularité. Avec le numéro 28 du 18 juillet 1840, le *Bulletin* donnait un supplément en allemand (Der Nachläufer) une vraie gazette en miniature, contenant les nouvelles de la semaine, principalement du Valais et de la Suisse. Ce supplément avait pour but de communiquer aux habitants de la partie allemande du canton les principaux événements et de les mettre en rapport avec leurs concitoyens. Après six semaines d'existence, la rédaction du supplément informe que ce dernier sera détaché du *Bulletin* et paraîtra comme journal hebdomadaire séparé sous le nom de « Der Walliser Bote ».

M. Janvier de Riedmatten, le fondateur et l'éditeur jusqu'alors du *Bulletin*, quitta la rédaction et l'édition de la feuille offi-

---

(1) De 1838 jusqu'au mois d'avril 1839 le titre complet est : *Bulletin officiel de la République et du canton du Valais*.

cielle en 1840. Nous ne savons pas s'il s'est retiré de plein gré ou s'il a été sacrifié. Nous ignorons également s'il est resté comme collaborateur de son successeur. Pendant plus de trente ans, M. de Riedmatten avait voué son temps et ses moyens au **Bulletin officiel** et par là à l'intérêt général. S'il n'a pas toujours réussi comme il l'aurait voulu lui-même, il faut prendre en considération les difficultés <sup>1)</sup> nombreuses qu'il avait à surmonter. Les communications étaient très pénibles et la correspondance excessivement lente, les manuscrits en grande partie mal écrits et les noms propres de personnes et de lieux presque illisibles. Les recommandations de les écrire en lettres latines n'étaient pas écoutées. On comprend aisément que les fautes d'orthographe ne devaient pas manquer et que les réclamations et rectifications étaient à l'ordre du jour. Si nous ajoutons à cela une imprimerie mal conditionnée et mal outillée, peu ou point d'encouragement de la part du public, un subside très minime de l'Etat, nous devons rendre hommage à la patience et à la persévérance de l'éditeur. M. de Riedmatten a tracé le chemin, et ses successeurs le rendront petit à petit plus praticable.

En 1841, l'impression du *Bulletin* fut confiée à l'imprimerie Alphonse Morand & Cie. M. Morand en était l'éditeur responsable et touchait comme tel une indemnité de fr. 150. Mais le Conseil d'Etat l'avait chargé en même temps de la reproduction des débats du Grand Conseil avec des honoraires de 650 fr. et, de plus, il était rédacteur de *l'Echo des Alpes*, subventionné par le Gouvernement, à raison de 500 fr. par an. On sait que ce journal était l'organe de la Jeune Suisse dans le Bas-Valais. Quand, en 1844, la guerre civile prit sa triste fin aux gorges du Trient, les chefs du parti quittèrent le pays et M. Morand comme rédacteur de leur journal était du nombre. Il fut remplacé provisoirement par M. Aloïs de Riedmatten comme éditeur et par L. Advocat comme imprimeur du *Bulletin*.

Nous donnons ci-après la liste des imprimeurs du *Bulletin*, dès 1844 jusqu'en 1869, avec les années de leur activité:

Ganios Etienne, de 1845 et 1846;

Calpini Albertazzi, de 1847 à 1849;

Penon Ferdinand, de 1850 au mois de mai 1852 et en 1853;

Rachor David, du mois de mai 1852 à la fin de l'année et en 1854;

Penon Ferdinand, 1855.

---

(1) De 1838 jusqu'au mois d'avril 1839 le titre complet est: *Bulletin officiel de la République et du Canton du Valais*.

Rachor David 1856.

Gay et Steinbach, de 1857 à 1860.

Steinbach Charles, de 1861 à 1868.

Ni le *Bulletin* ni les comptes de l'Etat ne nous disent si à partir de 1844 jusqu'en 1849, il y avait un éditeur responsable du *Bulletin* ou si l'imprimeur se chargeait en même temps de la rédaction. Dans tous les cas, si l'imprimeur se faisait seconder par une tierce personne, c'était à ses risques et périls, car c'est lui qui quittançait la subvention de l'Etat, laquelle variait de 400 à 500 fr. par an. De 1850 à 1852 nous trouvons M. Louis Joris comme gérant et éditeur du *Bulletin* avec une indemnité de 430 fr. Pour les trois années qui suivent, les comptes du *Bulletin* et du *Courrier du Valais* se confondent. Peut-être que le rédacteur de l'un était aussi l'éditeur de l'autre. L'imprimeur, M. Rachor, touchait un subside de 1800 fr. pour les deux publications <sup>1)</sup>.

En 1856, le Conseil d'Etat s'inspira d'une résolution prise par ses prédécesseurs en 1840 et chargea la même personne de l'édition du *Bulletin* et de la reproduction des débats du Grand Conseil. Le premier qui occupait ce poste fut M. Elie Gay, avec un appointement annuel de 1300 fr.; les frais d'impression étaient payés à part. Il fut remplacé, deux ans après, par M. Ferdinand de Montheys, qui rédigea ces deux publications pendant dix ans consécutifs. Les honoraires étaient également de 1300 fr. par an <sup>2)</sup>.

Le prix d'abonnement au *Bulletin* resta à 3 fr. jusqu'en 1850, pour être porté ensuite à fr. 4,50. Les annonces privées se payaient à cette même date à raison de un batz la ligne, ou 50 cts les trois lignes et 15 chaque ligne en sus. Mais disons que ces annonces étaient insignifiantes et en 1850, le gérant du *Bulletin* avisait ses lecteurs qu'à l'avenir on n'insérerait plus que les avis officiels. Il est vrai que les années suivantes on commença de nouveau à accepter des insertions payantes; cependant, en règle générale, pendant toute cette période les annonces-réclames restent peu nombreuses.

La rédaction resta longtemps encore bien défectueuse, ce qui engagea le Conseil d'Etat en 1855 « à adresser au gérant du **Bulletin officiel** une invitation de mettre de la régularité dans la publication de cette feuille, dont la composition renferme ordinairement beaucoup de fautes typographiques et des insertions qui n'ont pas leur place dans une feuille officielle ». Si l'on a

---

(1) V. compte de l'Etat.

(2) l. c.



fait des progrès ensuite, c'est qu'on a confié l'édition du *Bulletin* à des hommes qui étaient qualifiés pour ce travail.

Pour ce qui concerne la distribution des matières dans les numéros du *Bulletin* pendant la période indiquée, nous nous bornerons à en donner un aperçu général. Au commencement de chaque numéro, nous trouvons les avis officiels émanant du Conseil d'Etat et quelques lois d'un intérêt général. Ensuite figuraient les actes des autorités judiciaires et les nominations et décisions des chambres pupillaires. Ces actes étaient séparés par langue, française et allemande, mais insérés sans égard à leur contenu. Venaient enfin les annonces privées, s'il y en avait, et en dernier lieu, les mercuriales du marché de Sion qui ne manquent jamais. Les petites modifications à cette règle que nous rencontrons de temps à autre ne méritent pas une mention spéciale.

\* \* \*

Avec l'année 1869 nous commençons la dernière étape de notre excursion à travers l'histoire du **Bulletin officiel**. Si nous avons divisé notre petit aperçu en chapitres, nous pourrions intituler ce dernier : Le développement du *Bulletin*.

Deux causes ont principalement contribué à ce développement : l'Etat a compris de plus en plus la nécessité de l'édition régulière et autant que possible correcte de la feuille officielle, et lui a voué, par conséquent, une attention toujours croissante; d'un autre côté, le *Bulletin* fut distribué, dès cette date, gratuitement ou, à un prix très réduit, aux abonnés des journaux du Canton, ce qui augmenta considérablement son extension et le nombre de ses lecteurs.

Il est vrai que depuis quelques années déjà, la *Gazette du Valais* et le *Walliser Wochenblatt* donnaient régulièrement un extrait du *Bulletin* à leurs troisième et quatrième pages. Mais ce n'est qu'à partir de 1869 que le *Bulletin* in extenso a été donné comme supplément aux journaux.

Cette année-là, l'impression du **Bulletin officiel**, de la *Gazette du Valais* et du *Walliser Wochenblatt* passa de Charles Steinbach à M. Léonce Schmid, et aussitôt ce dernier annonçait à ses abonnés de la *Gazette* que le *Bulletin* serait détaché du journal et formerait à l'avenir une publication spéciale hebdomadaire envoyée gratuitement aux abonnés de l'un et de l'autre journal.

A cette même date, l'Etat traita avec la société de la *Gazette du Valais* moyennant une indemnité annuelle de 1300 fr. pour la publication du **Bulletin officiel** à 800 exemplaires et du *Bulletin* des séances du Grand Conseil à 500 exemplaires. La

convention fut conclue pour quatre ans et pendant ce temps, nous trouvons encore comme éditeurs responsables M. Aebischer, de 1869 à 71, et M. Ch.-L. de Torrenté en 1872. Cela s'explique par le fait que ces deux titulaires étaient en même temps rédacteurs de la *Gazette*. De 1873 à 1875, c'est M. l'avocat Dumoulin qui fut gérant du *Bulletin*.

L'avantage tiré par les deux journaux précités de l'envoi gratuit du *Bulletin* ne pouvait échapper à leur confrère du Valais, le *Confédéré*; aussi sa rédaction adressa-t-elle une pétition au Conseil d'Etat pour obtenir aux mêmes conditions, la remise d'un certain nombre de numéros du *Bulletin*. Le Conseil d'Etat ne prit pas de décision à ce sujet, prévoyant que cette question serait discutée avant longtemps au sein du Grand Conseil. En effet, en séance du 20 novembre 1872, lorsqu'il s'agit de fixer l'indemnité de l'Etat à attribuer à l'imprimeur du *Bulletin*, une longue discussion s'engagea à ce sujet. Les uns proposaient de supprimer l'allocation accordée dans ce but estimant que le *Bulletin* devait se suffire à lui-même; d'autres critiquaient vivement la faveur accordée aux abonnés de la *Gazette* de recevoir le *Bulletin* avant les abonnés directs du même *Bulletin*; d'autres enfin voulaient un *Bulletin* fait par l'Etat, mais plus complet, renfermant tous les documents officiels, lois et arrêtés et qui se publiât assez à temps pour qu'il pût être lu dans les communes de la montagne à la sortie des offices du dimanche. Le Conseil d'Etat, de son côté, donnait un aperçu d'un projet de réorganisation qu'il se proposait de soumettre au pouvoir législatif <sup>1)</sup>.

Consulté sur ces différents chefs, le Grand Conseil décida que l'Etat prendrait sous sa direction immédiate l'édition du *Bulletin* à partir du 1er janvier 1873. Il fut en outre chargé d'examiner la question de savoir, s'il convenait de donner un nouveau développement au *Bulletin* en y insérant les pièces officielles émanant des principales autorités du Canton. Il était invité à en faire rapport à la session suivante de mai <sup>2)</sup>.

Dans son message, le Conseil d'Etat passa sous silence cette invitation du Grand Conseil et se contenta de proposer de mettre les journaux du Valais sur un pied uniforme en leur délivrant pour leurs abonnés le nombre de numéros qu'ils indiqueraient et cela au prix réduit de 2 fr. par an et par exemplaire, à partir du 1er juillet 1873, et d'augmenter légèrement la somme budgétaire allouée pour la *publicité*. Cette proposition fut adoptée <sup>3)</sup>.

---

(1) Bulletin des séances du G. C.

(2) L. c.

(3) Protocole du G. C.

Dès le 1er janvier 1873, par décision du Conseil d'Etat, le **Bulletin officiel** fut édité par les soins et aux frais de l'Etat <sup>1)</sup>. Aucune convention écrite ne précisait ni les prestations de l'Etat, ni les obligations de l'imprimeur Schmid. Le Conseil d'Etat déterminait quelles étaient les insertions gratuites et celles qui devaient être tarifées. Ces insertions restaient les mêmes que précédemment, nous pouvons donc nous dispenser de les mentionner ici. L'arrêté porte la date du 30 décembre 1872, mais il avait eu soin d'ajouter qu'il entrerait en vigueur dès sa promulgation, c'est-à dire dès le lendemain. L'éditeur présentait, chaque trimestre, sa note pour l'impression de la feuille officielle à la caisse d'Etat. Les sommes payées variaient, chaque année, suivant le nombre de feuilles imprimées. C'était tantôt 900 fr. tantôt 1500 fr. ; mais il faut ajouter à ce montant, la recette des abonnements et le produit des annonces qui étaient dévolus à l'imprimeur.

Pour en finir une fois pour toute avec ces variations de chiffres de dépenses, le Conseil d'Etat chargea en 1885 la Chancellerie de passer une convention avec l'imprimeur-éditeur du *Bulletin*. Mais avant de nous y arrêter, rappelons quelques décisions du pouvoir exécutif ayant trait au **Bulletin officiel**.

En 1876, le journal agricole, *Le Villageois*, demandait à être mis au bénéfice de la même faveur que les autres journaux du pays. Par décision du 27 décembre, cette demande était écartée. Le rédacteur ne se tint pas pour battu et par lettre du 28 du même mois, il renouvela sa demande, en ajoutant qu'il se proposait de donner dans son journal une revue politique dans le but évident de le faire assimiler aux autres journaux. Mais encore cette fois, il lui fut répondu négativement. Le Conseil d'Etat ne voulait pas créer un précédent, craignant que d'autres publications périodiques qui pourraient surgir en Valais ne réclamassent la même faveur, ce qui ne pouvait être l'intention du Grand Conseil <sup>2)</sup>.

Une autre décision fut prise, en séance du 9 juillet 1880, suivant laquelle l'imprimeur du *Bulletin* serait invité à refuser l'insertion de tout acte judiciaire, autre que ceux émanant des chambres pupillaires, qui lui serait remis sur papier non timbré. Ces actes devaient être transmis au Département de Justice et Police qui appliquerait les amendes prévues par la loi sur le timbre <sup>3)</sup>. Le Conseil d'Etat cherchait, en réclamant l'exécution des prescriptions de la loi, à couvrir indirectement, en partie au moins, les dépenses faites pour l'impression du *Bulletin*.

(1) Protocole du C. E.

(2) Protocole du C. E.

(3) L. c.

En évitation des frais de publication à payer par l'Etat, il fut décidé le 1<sup>er</sup> juillet 1882, qu'à l'avenir les publications officielles pour travaux publics, etc, ne seraient insérées que dans le *Bulletin officiel*, celui-ci étant distribué à tous les abonnés des journaux <sup>1)</sup>. Il fut, de plus, décidé de ne remettre à ceux-ci que le nombre d'exemplaires du *Bulletin* correspondant à celui de leurs abonnés à l'intérieur du Canton. La Chancellerie était chargée du contrôle <sup>2)</sup>. Cette dernière disposition a été, plus tard, reproduite dans la convention de 1885 ; nous y verrons aussi comment la Chancellerie devait exercer ce contrôle.

Pour terminer cette parenthèse, ajoutons encore une décision du Grand Conseil de 1885, invitant le Conseil d'Etat à astreindre sans exception les communes à s'abonner au *Bulletin officiel* et à le conserver dans les archives ; en cas de négligence de leur part il était invité à prendre les mesures nécessaires <sup>3)</sup>. Ces abonnements étant payants, les recettes de la feuille devaient en être sensiblement augmentées.

La convention de 1885 fut conclue le 1<sup>er</sup> décembre entre la Chancellerie d'Etat et M. Léonce Schmid, en sa qualité d'imprimeur de l'Etat pour le *Bulletin officiel* et autres publications officielles. D'après cette convention, M. Schmid reste chargé de l'édition du *Bulletin*, mais l'Etat se réserve la surveillance de la publication et le contrôle des actes officiels à insérer dans cette feuille. A cet effet, le Conseil d'Etat peut nommer un gérant spécial auquel devront être soumises les épreuves avec les originaux des actes officiels tant administratifs que judiciaires. Ce gérant doit être payé par l'imprimeur à raison de 400 fr. par an. Par contre, l'imprimeur peut aussi le charger de la perception des prix d'insertion et des abonnements.

Le *Bulletin officiel* doit paraître le vendredi de chaque semaine. Les frais d'impression et d'édition sont entièrement à la charge de l'imprimeur. Ce dernier a l'obligation de publier gratuitement dans le *Bulletin*, en français et en allemand, les lois, décrets et arrêtés du Canton, ainsi que les circulaires émanant soit du Conseil d'Etat ou de ses Départements, soit de la Chancellerie.

Le prix d'abonnement du *Bulletin* est fixé à 4 fr. par an. Il est toutefois fourni au prix de 1 fr. aux journaux du Valais

---

(1) Il est à remarquer que ces publications ont été insérées dans les journaux dans la page des annonces.

(2) Protocole du C. E.

(3) Protocole du G. C.

qui veulent le servir à leurs abonnés valaisans dont le nombre devra être établi par des déclarations authentiques. Ces déclarations servent à la Chancellerie pour le contrôle dont nous avons parlé plus haut. L'Etat, de son côté, fournit à l'éditeur la quantité de papier nécessaire pour le service des abonnés à prix réduit. L'imprimeur s'engage, de plus, à publier gratuitement et en nombre suffisant, le *Bulletin* des séances du Grand Conseil. L'Etat lui livre le papier nécessaire à cet effet.

Comme corréctif des charges qui lui sont imposées par cette convention, M. Schmid recevra de l'Etat, outre le prix des abonnements et du produit des insertions, une indemnité annuelle de 2500 fr. payable par trimestre.

Cette convention fut approuvée par le Conseil d'Etat dans sa séance du 23 décembre, sous la réserve, toutefois, qu'elle serait valable pour toute la législature, soit jusqu'au 1<sup>er</sup> juin 1889 et ultérieurement aussi longtemps qu'elle ne serait pas dénoncée 6 mois à l'avance, par l'une ou l'autre des parties contractantes.

M. Schmid ne devait pas arriver à l'expiration de sa convention. Il mourut en 1888 et son imprimerie fut continuée sous la raison sociale « Kleindienst et Schmid » qui garda l'édition du *Bulletin officiel* jusqu'au mois de juin 1891. A cette date, un nouvel imprimeur s'établit à Sion et prit à sa charge l'édition du *Bulletin* : c'était M. Félix Aymon.

Avant de nous occuper de ce nouveau venu et d'expliquer sommairement les causes qui contribuèrent à changer en recettes, les dépenses jusqu'alors supportées par l'Etat pour le *Bulletin officiel*, il nous reste à parcourir encore les années précédentes et à noter ce qui mérite d'être relevé.

Tout d'abord en 1872, pour la première fois, nous voyons à côté du titre français, seul usité jusqu'alors, apparaître timidement le titre supplémentaire allemand *Amts-Blatt*. L'année suivante, le titre porte entre les deux textes français et allemand les armoiries cantonales et, à partir de 1875, nous trouvons invariablement le même titre qu'aujourd'hui.

Jusqu'en 1873, le prix de l'abonnement est resté à fr. 4,50. L'année 1873 peut se flatter d'avoir été la plus coûteuse, l'abonnement se payant 5 fr. Mais les abonnés furent largement dédommagés les trois années suivantes où le prix n'était que de 2 fr. par an. Le prix de fr. 4 a été adopté en 1877 et est resté depuis lors sans changement.

Assez longtemps encore, on se contenta de diviser en deux chapitres les matières insérées dans le *Bulletin*, le premier contenant les actes administratifs et judiciaires et le second les



annonces privées. Ce n'est qu'en 1887 que le Département de Justice et Police y mit un peu d'ordre en divisant la matière en chapitres avec des titres spéciaux; 1<sup>o</sup> actes législatifs et administratifs; 2<sup>o</sup> actes judiciaires des tribunaux, des juges-instructeurs et des juges des communes; 3<sup>o</sup> décisions et nominations des chambres pupillaires; 4<sup>o</sup> inscriptions au registre du commerce. A la fin du fascicule suivaient les annonces et les mercuriales du Canton.

Pendant les vingt-deux ans (et surtout depuis 1873) que M. Schmid imprima le *Bulletin officiel*, ce dernier devint toujours plus volumineux et déjà en 1883 il formait un fort volume de 760 pages. Ce n'étaient certes pas uniquement les lois et décrets ou les annonces officielles qui en fournissaient la matière.

Par suite de sa remise à prix réduit aux journaux du Canton, les insertions particulières devinrent toujours plus abondantes, car le public, en général, avait tout intérêt à faire ses annonces dans le *Bulletin* au lieu de les donner à l'un ou l'autre journal ou même à plusieurs journaux en même temps. Le *Bulletin officiel* se transforma ainsi petit à petit en un organe de publicité de premier ordre pour le Valais.

Si ces annonces se sont multipliées d'année en année, elles ont aussi acquis peu à peu le cachet d'annonces-réclames. Elles se distinguent par l'espace qu'elles occupent, par la variété d'impression, par l'encadrement, par des clichés, par la rédaction, etc, choses pour ainsi dire inconnues dans les périodes précédentes. Mais toutes ces annonces se payaient à raison de fr. 0,50 les trois lignes ou au-dessous et de fr. 0,15 pour chaque ligne en sus. Suivant la convention de 1885 mentionnée ci-haut, leur produit était acquis à l'imprimeur. Rien d'étonnant dès lors, que d'autres imprimeurs se soient mis sur les rangs pour obtenir l'impression de la feuille officielle.

Le 21 avril 1891, le Conseil d'Etat autorisa deux de ses membres à passer, au nom de l'Etat, une convention avec M. Félix Aymon, imprimeur à Sion, pour l'impression du *Bulletin officiel* <sup>1)</sup>. Nous ne connaissons pas cette convention; nous savons toutefois qu'elle a été faite pour une durée de quatre ans; que M. Aymon payait 2000 fr. à la caisse de l'Etat et que cette dernière fournissait le papier nécessaire <sup>2)</sup>. L'Etat bénéficiait encore de la moitié des abonnements des journaux ce qui lui valait une recette de 2400 fr. par an.

Mais cette manière de concessionner l'impression de la feuille officielle n'était pas du goût du Grand Conseil et dans la séance

(1) Pro ocole du Conseil d'Etat.

(2) Gestion financière du Conseil d'Etat.

du 17 novembre 1896, il adressa une invitation formelle au Conseil d'Etat de mettre au concours l'édition du *Bulletin* à partir du 1er janvier 1897 <sup>1)</sup>. Ensuite de cette invitation le pouvoir exécutif dénonça la convention de 1891 et décida, le 19 novembre, de mettre au concours l'impression du *Bulletin* et de publier dans la feuille même un avis y relatif. Les imprimeurs du pays devaient avoir la préférence pour l'adjudication <sup>2)</sup>. Celle-ci devait être faite pour 4 ans.

Les cahiers des charges de 1896 et de 1900 sont pour ainsi dire identiques et contiennent des dispositions analogues à celles de la convention de 1885. Nous ne voulons pas répéter ici ce que nous avons dit à cette occasion; qu'il nous suffise de mentionner les articles qui sont nouveaux. La fourniture du papier est à la charge de l'imprimeur. L'éditeur étudiera, y est-il dit, les moyens de publier les lois, les décrets et arrêtés de l'Etat de manière à pouvoir les détacher facilement du *Bulletin officiel* et à faire une collection séparée ou ce qui serait le plus facile, si l'on ne pouvait pas imprimer les annonces non officielles sur une feuille indépendante du reste du *Bulletin*. Il veillera aussi à ce qu'aucune annonce contraire à la morale, ni polémique outragante, ni annonces ayant trait à des remèdes dit secrets ou dont la composition n'est pas connue ou à des loteries non autorisées par le Conseil d'Etat ne soient insérées dans la partie non officielle.

Il est bien entendu que l'Etat se réserva la surveillance de la publication et le contrôle des actes officiels à insérer dans le *Bulletin*. Mais la nomination du gérant est laissée à l'appréciation du Conseil d'Etat, car il pourra nommer ce titulaire qui doit être payé par l'éditeur à raison de 400 fr. et, s'il est employé ailleurs, rétribué convenablement.

Les manuscrits doivent être livrés à l'imprimerie jusqu'au jeudi à 9 heures du matin, et ces publications doivent dans tous les cas paraître dans le numéro de la semaine. L'Etat, par contre, a le droit de donner encore des insertions au dernier moment.

Les journaux du canton peuvent obtenir le *Bulletin* pour leurs abonnés valaisans à raison de 1 fr. payable par trimestre. Si le paiement ne se fait pas régulièrement, l'imprimeur peut suspendre l'envoi. De plus l'Etat reçoit gratuitement un certain nombre de numéros pour lui et les chancelleries des Cantons confédérés.

L'adjudication se fait à celui qui offre le plus de garantie pour l'expédition régulière de la feuille. Le cautionnement à fournir par l'éditeur peut être porté à 10,000 fr. Des négligences,

---

(1) Protocole du Grand Conseil

(2) Protocole du Conseil d'Etat.

des irrégularités graves, la non observation répétée de prescriptions du cahier des charges peuvent entraîner la résiliation du contrat.

Telles sont les nouvelles clauses qui ont été soumises à la signature de l'adjudicataire. Soit en 1896, soit en 1900 l'imprimeur actuel, M. Félix Aymon, a fait les offres les plus favorables de tous les concurrents et a obtenu l'édition du *Bulletin officiel*. (1)

Il ne nous appartient pas d'examiner ici jusqu'à quel point les prescriptions du cahier des charges sont observées ; cela ne rentre pas dans le cadre de notre aperçu historique, c'est affaire de l'autorité de surveillance et de contrôle, soit du Conseil d'Etat ou des personnes qui en ont reçu procuration. Nous nous abstenons également de relever le contenu du *Bulletin*, la disposition des matières insérées, les annonces, en un mot de parler de la feuille officielle telle qu'elle se présente actuellement dans son ensemble. Tout le monde l'a sous les yeux et peut s'en rendre compte par soi-même.

#### Extraits du Bulletin des années 1803-1804

Nous ne saurions mieux illustrer l'histoire de la première période du *Bulletin* qu'en reproduisant textuellement et en respectant l'orthographe, quelques passages trouvés au hasard dans les différents numéros.

\* \*

Sous le titre *Nouvelle*, le Bulletin du 22 Juillet 1804 écrit ce qui suit :

« Son Exc. le Grand-Baillif & Conseil d'Etat de la Républ. du Valais viennent de recevoir une lettre de Sa Majesté Impériale Napoléon, datée de St-Cloud, 8 Messidor an XII (27 Juin 1804) dans laquelle Sa Majesté les traite de très chers & bons amis, & les assure, que sa ferme intention étoit, de faire servir le pouvoir, dont il a plû à la Providence, qu'il fusse revêtu à maintenir & à resserrer de plus en plus les liens, qui unissent les deux Etats, qu'en accréditant son chargé-d'affaires près d'eux. Sa Maj. lui avoit recommandé de leur en réitérer souvent l'assurance, qu'Elle lui avoit prescrit de s'attacher particulièrement à les convaincre de son estime & de ses sentiments inviolables.

\* \*

« Le *Bulletin* du 13 octobre 1805 annonce le premier passage du Simplon en carrosse

« Le 9 de ce mois Monsieur Eschasseriau Résident de Sa M. l'Empereur de France, en Valais est parti accompagné de S. E.

---

(1) Protocole du Conseil d'Etat.

le Grand-Baillif pour passer le Simplon en carosse, sur l'avis donné exprès par Messieurs les ingénieurs que cette route était ouverte pour les voitures.

Quoique cette belle entreprise ne soit pas encore au point de perfection ou elle doit être portée dans quelques mois de l'été prochain ; cependant ce travail immense passerait déjà pour un effort surprenant si les yeux et les oreilles n'étaient accoutumés dans ce siècle à des prodiges journaliers d'industrie et de magnificence.

L'expérience va donc apprendre si ce genre d'ouverture d'une montagne jadis si fréquentée pourra rendre au Simplon son ancienne utilité comme route commerciale ; elle fera connaître si l'état de presque nullité où a été ce passage depuis plus de cent ans provenoit uniquement de sa position géographique, devenue défavorable par les grands changements qu'ont éprouvée les directions du commerce du levant, lorsque cette source de richesse a échappé aux villes maritimes d'Italie en général, et à Venise en particulier.

\* \* \*

Ce n<sup>o</sup> nous donne les noms des Députés à la Diète de 1802 à 1805. Il est à remarquer que la Constitution de 1802 prévoyait un député par 2000 âmes mais que chaque dixain devait avoir au moins deux députés.

La liste que nous donnons contient aussi les autres fonctions remplies par les députés :

Le Révérendissime Evêque, Joseph-Antoine Blatter.

*Du L. Dixain de Monthey.*

M. Pierre-Louis Dufay, grand-chatelain du dixain, et vice-président de la diète.

M. Michel Dufour, chatelain de Vionnaz, premier assesseur au tribunal du dixain, et secrétaire de la diète.

M. Pierre Marie de Lavallaz, chatelain de Colombey et Mura, et assesseur au tribunal du dixain.

*Du L. Dixain de Viège.*

M. François Joseph Andenmatten, grand chatelain du dixain et président de la commune de Viège.

*Du L. Dixain d'Entremont.*

M. François Emmanuel Joris, président du dixain.

M. Etienne Martin Vaudan, président et chatelain de la commune de Bagnes.

M. Valentin Darbelay, président et chatelain de la commune de Liddes.

M. Augustin Bruchez.

*Du L. dixain d'Hérémence.*

M. Vincent Favre, président du dixain et assesseur au tribunal du dixain : président et chatelain de la commune d'Agettes.

M. Jean Maitre, président et chatelain de la commune d'Evo-lène.

*Du L. dixain de Brigue.*

M. Maurice Weguener, président et grand chatelain du dixain, et président de la commune de Brigue.

M. Adrien Walden, vice-président du dixain, lieutenant du grand-chatelain, et assesseur au tribunal du dixain.

*Du L. dixain de Martigny.*

M. Jean-Philippe Morand, président du dixain.

M. Frideric Gros.

M. Alexandre du May, président et chatelain de la commune de Chamoson.

*Du L. dixain de Sierre.*

M. Adrien Bonivini, président du dixain.

M. Mathias Tabin, président de la commune de Grimenzy, et assesseur au tribunal du dixain.

M. François Louis Rey, lieutenant du grand chatelain, et assesseur au tribunal du dixain.

*Du L. dixain de Loèche.*

M. Joseph Matter, président et grand chatelain du dixain, et grand-juge de la république.

M. Alexis Allet, vice-président et lieutenant du grand-chatelain.

*Du L. dixain de Conche.*

Son Excellence Valentin Sigristen, grand-chatelain du dixain et président de la diète.

M. François Joseph Taffiner, lieutenant du grand-chatelain.

*Du L. dixain de Sion.*

M. Jean Joseph Duc, président et grand-chatelain du dixain.

M. Jean-Baptiste Jacquier, chatelain de la commune de Savièse.

M. Jean Severin Duc, président et chatelain de la commune de Conthey.

M. Janvier de Riedmatten, vice-président et lieutenant du grand-chatelain, assesseur au tribunal du dixain.

*Du L. dixain de Rarogne.*

M. Hildeprand Roten, président et grand chatelain du dixain.



M. Léopold ds Sépibus, lieutenant du grand-chatelain et secrétaire de la diète.

*Du L. dixain de St-Maurice.*

M. Hyacinthe de Nucé, président du dixain.

M. Jean Joseph Chappellet, assesseur au tribunal du dixain.

\* \*

Le *Bulletin* du 31 juillet 1804 relate la réception de M. Eschasseriaux. L'article a pour titre *Nouvelles* :

« Le 31 Juillet dernier, Mr Eschasseriaux, Chargé d'affaires de Sa Majesté l'Empereur des François près cette République est arrivé à Sion.

Le Conseil d'Etat n'avoit été prévenu de cette arrivée que peu d'instants à l'avance, & ce n'est pas sans de vifs regrets qu'il s'est vu dans le cas de recevoir avec aussi peu d'éclat, un Envoyé de la plus haute distinction, honoré de l'auguste confiance du Restaurateur de l'Indépendance Valaisanne.

Mrs le Secrétaire d'Etat Preux & lieutenant-colonel Augustin De-Riedmatten ont été députés au-devant de lui, pour le compliment de la part du Conseil-d'Etat, & Mrs. Joseph-Marie De-Torrenté & Emmanuel De-Riedmatten ont été de même envoyés au nom de la ville de Sion, pour recevoir Mr le Chargé-d'affaires sur les confins de son territoire. Dès lors sa voiture fut précédée d'un messenger d'Etat & suivie de celle des députés, qui ne l'ont quitté qu'après l'avoir introduit dans un appartement préparé beaucoup trop à la hâte par les soins du Conseil local ; où il a été complimenté par le Conseil-d'Etat & par le corps de ville qui se sont excusés sur le peu de temps qui leur étoit resté pour le recevoir avec la dignité convenable.

Un détachement de troupes Françaises, cantonné à Sion, ayant leur commandant en tête, s'est porté de même à la rencontre de l'Envoyé, & l'accompagné jusqu'à son appartement, où il a laissé une garde d'honneur qui a obtenu une juste préférence sur celle Valaisanne que le Conseil d'Etat s'empressoit de mettre sur pied.

Plusieurs salves du peu d'artillerie qui reste à ce pays ont annoncé aux campagnes l'importante arrivée, dont la ville & les endroits sur la route étoient déjà instruits. Et cette capitale a été illuminée sur l'invitation du Conseil d'Etat par les soins très-empressés du Conseil de la ville.

\* \*

Ajoutons à cette variété le tableau comparé des observations atmosphériques faites à Genève et à Sion dans le courant du mois de septembre 1805, tiré du N<sup>ro</sup>.

à Genève.	à Sion.	à Genève
1 pl. ton.	serein	Les beaux jours du commencement du
2 couvert	serein	mois avoient fait espérer que les raisins
3 nuage br.	serein	muriroient mais le froid qui est survenu
4 nuage	serein	les retarde, et il y a des plans dont les
5 ser. nua.	serein	grappes se dessèchent au lieu de murir.
6 couvert	serein	Les semailles se font bien. Les regains
7 couv. pl.	serein	ont été abondants la où les vers de
8 nuage pl.	serein	hannetons n'ont pas fait de mal, les trè-
9 couv. pl.	serein	bles sont très beaux. On est menacé pour
10 nuages	serein	l'année prochaine d'une prodigieuse quan-
11 serein	serein	tité de chenilles si le froid de l'hiver ns
12 cou. nua. ser. ton.	les tue,	elles ont éclos dès les premier
13 ser. nua.	serein	jours de septembre et rongé le paren-
14 nuages	serein tou	chime des feuilles. Les chênes et les
15 serein.	seren.	hayes paraissent déjà dépouillés.
16 couvert	serein	à Sion et environs
17 ser. brum	serein	On a déjà commencé les derniers jours
18 serein	serein	de ce mois à cueillir des raisins de vile
19 ser. nua.	serein	qualité et il est certain que le gros des
20 couvert	couv. pl.	vendanges commencera vers le huit
21 couvert	serein	d'octobre. Les regains ont été favorisé
22 couv. pl.	serein	par la fréquence des pluies. Nous avons
23 couv. pl.	serein	aussi observé des essains de papillons
24 couv. pl.	ser. plu.	qui ne manqueront pas de donner nais-
25 nuages	couv. pl.	sance à beaucoup de chenilles si les
26 nuages	serein	saisons prochaines leurs sont favorables.
27 couvert	serein	
28 couvert	serein	
29 couvert	pluye	
30 couvert	couvert	

\* \* \*

Le grand incendie de Vouvry du 23 novembre 1805 est relaté dans le Nodu *Bulletin* comme suit :

« Samedi 23 Novembre, à 11 heures du soir, une incendie s'est manifesté à Vouvry dixain de Monthay sans que jusqu'ici on ait pu pénétrer la cause de ce malheur.

Le feu a commencé dans une grange au centre du village, et s'est étendu avec une grande rapidité sur tous les rayons ; il a réduit en ruine 29 maisons et 29 granges et consumé la majeure partie des effets qu'elles contenoient : douze vaches et un mulet qui étoient dans la grange où le feu a pris ont péri ; mais la plume tombe des mains en annonçant qu'un individu et son épouse ont été suffoqués dans une cave où ils sa-voient des denrées.

Les manœuvres de 13 pompes des environs ont été très fructueuses. On se plaît à croire que les prompts secours de la partie du canton de Vaud qui arrivoit par la porte du Saix, auroient sauvé plusieurs édifices, s'ils n'eussent été arrêtés à ce passage, où la porte s'est trouvée fermée : ce n'est qu'en la fracassant que les pompes et habitants de toute la partie de Roche jusqu'à Vevay ont pu arriver, cette ville entre autre y a envoyé deux de ses pompes ; tous les endroits du canton de Vaud depuis Lavay jusqu'à Roche n'ayant pas eu le même empêchement ont coopéré de leur zèle et de leurs moyens à arrêter le progrès de l'incendie qui eut pu envelopper dans le malheur tout ce village qui étoit presque généralement couvert en bois. »

\* \* \*

Un autre sinistre est raconté dans le numéro du 2 février 1806. Voici ce qu'il dit :

*Relation des effets de deux Lavanches soit avalanches dans la communauté de Salvan dixain de St-Maurice.*

Dans la nuit du 12 au 13 janvier dernier à la suite de la prodigieuse quantité de neige tombée peu de jours auparavant, une lavanche s'est détachée d'assez haut, vers minuit, et s'est dirigée sur le quartier des Marécottes où elle a renversé un racard (grenier construit exprès pour la conservation des bleds en gerbes à l'abris des souris) un grenier ; endommagé une maison et un autre racard : deux familles qui habitoient des maisons près du chemin de cet éboulement de neige n'ayant été avertis du danger qu'au moment où leurs portes étoient enfoncées par l'effort et la pesanteur de la neige accumulée, ont été obligés de se sauver par les fenêtres. Plusieurs autres petits bâtimens de campagne ont été renversés tout le long d'une lieu et demi de terrain qu'a parcouru cette lavanche.

On croioit en être quittes pour ces dégâts, lorsqu'à cinq heures du matin, une autre lavanche pareille s'est annoncé par le bruit et le souffle qui la précèdent, les habitans se sont sauvés en sûreté, mais sans avoir le tems de retirer les bestiaux, de sorte que onze vaches, quatre veaux ont péri en même tems que cette formidable débacle de neige détruisoit jusqu'aux fondemens trois granges et dix-sept racards pleins de foin et de bleds ; une seule vache attachée à sa breche a été sauvée quoique portée à 40 toises de distance et ensevelie dans la neige jusqu'au museau. Il est à craindre que de pareilles senes de destruction ne se répètent en plusieurs endroits de ce pays, attendu qu'il est tombé cette année une quantité

de neige peu accoutumée, telle enfin que la communication de Sion à Martigny et de Sion à Brigue a été interrompue pendant plus de huit jours pour les chars et même pour les trains.

\* \* \*

Le No du 5 novembre 1803 donne une idée des prix des denrées à Sion il y a cent ans,

### PRIX DES DENRÉES

Au marché de Sion du 5 novembre 1803

Nature des Grains			Fichelin du poids de 50 Liv. de marc en froment.	Deux Mesures ensemble 54 Livres de Marc en froment.	Valeur du Fichelin aux prix des grains, de Vevay.
	à Sion Prix courant.		à Sion Prix moyen.	à Vevay Prix moyen.	
From.	56	58	57	62	57 $\frac{1}{2}$
Seigle	36	38	37	46	42 3
Orge.	36			20	18 2
Maïs	36				
Avoine				23	21 2
A Sion, le pain blanc d'un B. doit peser onces 10 $\frac{3}{4}$					
le pain de seigle d'un batz » 20 $\frac{1}{2}$					
A Vevay pour un batz on achète :					
	Pain blanc fin. . . onces			11	
	Pain blanc moyen. . . »			13	
	Pain noir . . . . »			17	
A Sion	Viande fraîche.				A Vevay
Crutzer					Crutzer
7	la Livre poid de marc		Bœuf		
8	la Livre. . . . .		Veau		
7	la Livre. . . . .		Mouton		
	Beurre frais, la livre crutzer . . .			16	
	Fromage maigre . . . . .			12	
	Fromage gras . . . . .			16	

\* \* \*

Les personnes qui avaient des cors aux pieds il y a cent ans étaient bien mieux placées que nous. Voici une réclame parue dans le *Bulletin* du 20 octobre 1805:

» Rouffe offre ses services au public. Il ôte, en moins de 5 minutes, un cor au pieds avec la racine toute entière, sans douleur & sans faire saigner ; l'on peut, après l'opération, marcher & danser sans craindre des suites fâcheuses.

Il arrange aussi les ongles des pieds les plus défectueux. Il se transporte chez les personnes qui le font demander.

Il est logé au Lion d'Or à Sion. »

Et les pauvres humains affligés de toute sorte de maladies pouvaient se guérir radicalement chez M. Gottier et à un prix très modeste. — Lisez plutôt le même numéro :

« Le citoyen Gottier, médecin, ayant pratiqué pendant 40 ans la médecine & la chirurgie dans les hôpitaux de différents pays de l'Europe, notamment à Paris & en Angleterre, compose les remèdes suivants : qu'une longue expérience lui en a assuré les plus heureux succès : 1<sup>o</sup> une eau qui n'est point nuisible au corps de la personne, mais immanquable pour faire dissoudre & faire disparaître les gouêtres, de laquelle il en en faut user plus ou moins selon que l'exigera la nature de cette désagréable incommodité, à batz l'once. 2<sup>o</sup>. Une essence souveraine pour guérir les maux des yeux quelle qu'en soit la cause, taches & cataras comprises, elle éclaircira & fortifiera la vue des vieillards, à deux batz l'once. 3<sup>o</sup>. Une autre essence qu'en moins de dix minutes, elle soulagera grandement les personnes atteintes de la goutte & les en guérira en peu de jours, à trois batz l'once. 4<sup>o</sup> une poudre qui guérira en peu de tems les maux de dents, de tête, migraine, rhumatisme & fluxions de tête, à 5 batz le paquet. 5<sup>o</sup>. une toile en forme de taffetas d'Angleterre, pour guérir toutes sorte de maux extérieurs. L'on trouvera les susdits remèdes chez lui ou à la Fleur de lis à Vevey.

\* \* \*

Nous sommes arrivés à la fin de notre petit aperçu. Notre intention première était de joindre un supplément de quelques pages seulement au *Bulletin officiel* du 4 septembre dernier, soit au numéro anniversaire. Encouragés, ou pour mieux dire, invités par le Conseil d'Etat d'agrandir le cadre que nous nous étions tracé, force nous fut de faire d'autres recherches et de recueillir les éléments nécessaires qui sont épars dans nos archives. Ce surcroît de travail a sensiblement retardé la publication du *Supplément* que nous avons promis aux abonnés du *Bulletin*. Nos lecteurs, espérons-le, ne nous en voudront pas pour autant et si nous avons réussi à leur faire connaître l'histoire de notre feuille officielle depuis son enfance jusqu'à aujourd'hui, nous aurons pleinement atteint le but que nous nous sommes proposé.

Sion, en décembre 1903.

Gustave Oggier, archiviste.





1799 - 1899



ZUR ERINNERUNG  
AN DIE  
JAHRHUNDERT-FEIER  
DES KAMPFES IM  
PFYNWALDE



